

Adoption en Commission de l'Economie de la **proposition de loi relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal**



Ce 19 février 2019, le texte de la proposition de loi a été discuté en Commission parlementaire de l'Economie. Celui-ci est en cours d'élaboration depuis de nombreuses années avec la collaboration de l'IPCF, l'IEC et les structures publiques.

La Commission a été l'occasion pour les parlementaires de soumettre leurs questions aux porteurs du texte. A la fin de cette discussion générale, l'ensemble des articles ont été validés à l'unanimité, donnant alors à la Commission la possibilité d'approuver

la proposition de loi. Ce qu'elle a fait.

Ce texte, porté par une volonté de moderniser les métiers de comptable et de fiscaliste, permet un grand bond pour les professionnels, mais également pour les entrepreneurs. Le nouvel institut ICE (Institut des Conseillers fiscaux et Experts-comptables) sera à disposition de tous les membres. Il se verra être particulièrement attentif aux demandes des petits cabinets.

L'attention sera aussi portée sur les nouveaux arrivants comptables et fiscalistes, avec une volonté d'unifier la profession.

Les points forts de ce texte sont la fusion à terme de l'IPCF et de l'IEC, et l'harmonisation des titres décernés par les deux organismes. La fusion effective pour les membres demandera cependant encore un certain temps pour que tous les instituts puissent s'accorder sur les termes de la mise en pratique de la fusion.

François Van Rysselberghe
Collaborateur de
Monsieur Remon

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Thierry LITANNIE
Avocat spécialisé en
droit fiscal
Professeur à la CBC,
à l'EPHEC et au CEFIAD
tli@lawtax.be
www.lawtax.be/

Christophe REMON
Réviseur d'Entreprises
Professeur au CEFIAD
Expert chargé de cours à l'UCL MONS
christophe.remon@remon.be

Bruno DEGUELDRE
Fiscaliste agréé & Comptable
Formateur agréé à l'UCL Mons
Chargé de cours à la Haute
Ecole de Namur (Henallux)
Expert Judiciaire
b.degueldre@comptaplan.be

INFO COMPTA asbl - Allée de Vaux en Beaujolais 3 - 1457 Nil-St-Vincent

INFO COMPTA

BULLETIN D'INFORMATIONS FISCALES ET COMPTABLES

N° 75 ► Avril 2019

SOMMAIRE

- Comment répartir une imposition après une séparation ? p. 1
- Un dirigeant d'entreprises peut être déclaré en faillite personnelle ou en faire l'aveu p. 2
- Le registre virtuel est devenu une réalité p. 3
- Le Nouveau Code des sociétés et des associations entrera en vigueur le 1^{er} mai 2019 ! p. 3
- Adoption en Commission de l'Economie de la proposition de loi relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal p. 4



Comment répartir une imposition après une séparation ?

Un couple marié a l'obligation de déposer une seule déclaration sauf pour l'année de revenus du mariage ou celle du divorce.

Lors d'une séparation de fait, c'est à partir de l'année suivante de cette séparation que deux déclarations distinctes pourront être déposées. Cependant, que vous déposiez une déclaration commune ou non pour les revenus de l'année de la séparation de fait, une seule imposition sera établie. Comme le fisc peut récupérer le montant total de l'impôt dû auprès de chacun de vous, il ne le répartira pas spontanément. Il faut que vous ou votre comptable en fassiez la demande. Notons

que si votre ex-conjoint ne paie pas sa part d'impôts, le receveur pourra encore vous la réclamer. Dans le cas d'une restitution, le fisc répartira le montant spontanément. Vous pouvez également opter pour une répartition avec votre ex-conjoint d'un commun accord qu'il faudra faire parvenir au fisc dans un délai de 10 jours.

Bruno Degueldre
Fiscaliste agréé
& Comptable

INFO COMPTA EST DISTRIBUÉ PAR :

CP&A
Cabinet Petta & Associés
SOCIÉTÉ CIVILE D'EXPERTS COMPTABLES ET CONSEILS FISCAUX

Rue des Meuneries 10 à 4650 Herve
Tél.: 087 69 20 00 ■ Fax: 087 69 20 08
e-mail: info@petta.be ■ www.cabinet-petta.be

Un dirigeant d'entreprises peut être **déclaré en faillite personnelle** ou en faire l'aveu

Un récent arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles (21.12.2018) vient de confirmer ce principe.

Le fait de la cause était le suivant: une personne physique percevait des rémunérations relativement modestes en sa qualité de gérant d'une SPRL. Précédemment, ce dirigeant avait été gérant d'une autre SPRL, déclarée en faillite, pour laquelle il s'était engagé en qualité de caution d'un emprunt bancaire important et dans laquelle il était redevable d'un compte courant débiteur d'un montant non négligeable. Vu la disproportion entre les sommes dont il était redevable et ses revenus et compte tenu du fait qu'il ne possédait plus d'actifs saisissables, le dirigeant a alors fait aveu de faillite personnelle.



Le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles a considéré qu'un tel aveu n'était pas possible pour un dirigeant d'entreprise au motif qu'un gérant n'est pas une entreprise au sens du code de droit économique et a, en conséquence, refusé la faillite.

Le gérant a introduit un recours contre cette décision devant la Cour d'Appel de Bruxelles. Dans son arrêt, la Cour rappelle que les conditions de la faillite sont l'ébranlement du crédit et la cessation des paiements (aux termes de l'article XX.99 du code de droit économique).

Par ailleurs, ledit code stipule en son article premier qu'est une entreprise "toute personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant". La Cour constate que l'activité du gérant est exercée à titre indépendant, qu'il a le statut de dirigeant d'entreprise et dirige seul la société, qu'il est assujéti au régime de sécurité sociale pour travailleurs indépendants. Selon elle, l'exercice du mandat de gérant constitue une activité professionnelle au sens commun du terme, s'agissant d'un métier et non pas d'une activité exercée au titre d'amateur. La Cour confirme donc la faillite personnelle du gérant, vu qu'il constitue bien une entreprise au sens du code de droit économique, qu'il est en état de cessation de paiement et que son crédit est ébranlé.

Bien que certaines décisions judiciaires récentes aient statué en sens contraire, cette décision nous paraît devoir être approuvée sans réserve. En matière de faillite d'ASBL, aucune doctrine n'existe encore concernant le sort des administrateurs en cas de faillite. Sur un plan pratique, la possibilité pour un dirigeant d'entreprise de faire aveu en nom personnel de bénéficier du régime d'effacement des dettes prévu par la loi pourrait permettre d'aider à résoudre certaines situations professionnelles dramatiques. Néanmoins, la possibilité d'être déclaré en faillite personnelle constitue désormais un risque supplémentaire devant être assumé par tout dirigeant d'entreprise.

Thierry Litannie
Avocat spécialisé en droit fiscal

Le registre virtuel est devenu une réalité



Une plateforme numérique pour le registre des actions !

Ce mardi 19 mars 2019, à l'initiative des notaires, experts-comptables et conseillers fiscaux, le nouvel outil digital accueillant le registre des actions est lancé. Développé par la start-up The Legal Lab, ce nouvel instrument numérique augmentera la fiabilité quant à l'identité de l'actionnaire d'une société et aux actions qu'il détient exactement. En effet, ce registre ne pourra pas être perdu voire manipulé, l'expert-comptable ou le notaire s'assurera que les informations enregistrées soient correctes.

Ce nouvel instrument suit un timing dicté par le nouveau code des sociétés et des associations qui entrera en vigueur le 1er mai prochain, ce qui poussera les entreprises à adapter leurs statuts. De plus, le principe «une action, une voix» est abandonné par le législateur ce qui rend également l'inscription en bonne et due forme des droits liés aux actions beaucoup plus importante que par le passé. Et finalement, les informations relatives aux actionnaires détenant plus de 25% des actions pourront être transmises via ce registre numérique pour satisfaire aux obligations du registre UBO, une simplification considérable pour les dirigeants d'entreprise.

Il s'agira d'une plateforme ouverte, le dirigeant pourra décider d'ouvrir l'accès de ses données contenues dans ce registre des actions à des tiers tels que des banques ou des investisseurs.

A terme, cette plateforme permettra à l'entrepreneur d'accéder à l'ensemble des actes notariés relatifs à sa société que le notaire conserve (constitution, modification des statuts, ...).

Florence Dupuis
Stagiaire de Monsieur Remon

Le Nouveau Code des sociétés et des associations entrera en vigueur le 1^{er} mai 2019!

Ce 28 février 2019, le projet de loi n°3119 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses a été voté en séance plénière de la Chambre des Représentants.

Cette nouvelle loi a pour objectif de réformer en profondeur le droit belge des sociétés en suivant trois grandes lignes directrices:

- Une simplification à trois niveaux;
- Une augmentation sensible des dispositions d'ordre supplétif;
- Une intégration des évolutions et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union Européenne.

Ce nouveau Code entrera en vigueur le 1^{er} mai 2019. Il sera d'application aux sociétés, associations et fondations existantes, le 1^{er} janvier 2020.

Pour plus d'informations concernant ce nouveau code: Communication 2019/03: Nouveau Code des sociétés et des associations.

Delphine Laudelout
Collaboratrice de Monsieur Remon